ASSEMBLÉE NATIONALE

13 octobre 2023

PLF POUR 2024 - (N° 1680)

Rejeté

AMENDEMENT

N° II-CL31

présenté par

Mme Lelouis, Mme Bordes, Mme Diaz, M. Gillet, M. Guitton, M. Baubry, Mme Lorho,
Mme Alexandra Masson, M. Schreck, M. Ménagé, Mme Roullaud et M. Rambaud**ARTICLE 35****ÉTAT B****Mission « Sécurités »**

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	+	-
Police nationale	0	0
Gendarmerie nationale	0	0
Sécurité et éducation routières	0	112 000
Sécurité civile	112 000	0
TOTAUX	112 000	112 000
SOLDE	0	

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement d'appel.

Cet amendement vise à augmenter les crédits relatifs aux dépenses de fonctionnement courant des services de la Direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises (DGSCGC) qui sont insuffisants.

Le présent amendement prévoit d'abonder les crédits, en autorisations d'engagement et en crédits de paiement, d'un montant de 112 000 euros pour l'action n° [14] : "Fonctionnement, soutien et

logistique" du programme n° [161] : "Sécurité civile" et, pour les besoins de la recevabilité financière, de minorer du même montant les crédits, en autorisations d'engagement et en crédits de paiement, pour l'action n° [02] : "Démarches interministérielles et communication" du programme n° [207] : "Sécurité et éducation routières". En cas d'adoption de l'amendement, il est demandé au Gouvernement de lever cette dernière compensation.